

En octobre 1898, nous avons vendu 1933 milles carrés et sur ce nombre 1229 milles carrés avaient déjà été offerts en vente par nos prédécesseurs.

En mars 1900, nous vendions 4903 milles carrés, et sur ce nombre 2322 milles carrés avaient déjà été offerts en vente par nos prédécesseurs.

En juin 1901, nous avons vendu 4634 milles carrés, et sur ce nombre 2,000 milles carrés avaient déjà été offerts en vente par nos adversaires.

En juin 1902, nous avons vendu 1801 milles carrés, dont 532 avaient déjà été offerts en vente par nos adversaires.

De sorte que sur un total de 14,486 milles carrés que nous avons vendus, il se trouve que 6,938 milles carrés avaient déjà été offerts en vente par nos prédécesseurs. Si donc ils ne les ont pas vendus, ce n'est pas parce qu'ils n'en avaient pas l'intention, mais bien parce qu'ils n'ont pas su trouver d'enchérisseurs. Et leur politique était tellement peu une politique de progrès que sur ces 6,938 milles carrés, il s'en trouvait même 4,245 qui avaient déjà été sous licence et qui avaient été abandonnés. Oui, ils avaient été abandonnés, et nous, nous en avons tiré parti ; nous avons continué leur politique à cet égard, mais en améliorant les méthodes, mais avec profit pour la Province, mais à l'avantage du colon, contrairement à eux. Il reste encore 691 milles carrés de limites offerts en vente par nos prédécesseurs, et non vendus. De sorte qu'il n'y a réellement que 7,397 milles de limites vendus par nous qui n'avaient pas déjà été offerts en vente par nos adversaires.

J'ai dit que ce que l'on appelait aliénation n'était que de l'affermage, un privilège temporaire et révocable ; j'ai dit aussi que même en supposant que cela soit une aliénation véritable de notre domaine, nous n'en étions tout au plus responsables que pour moitié, et que notre politique à cet égard n'était pas différente, sans l'amélioration des méthodes, de celle de nos prédécesseurs immédiats.

Il est de bonne politique, comme on l'a vu tout à l'heure, de